

Annexe

Première modification du contrat de gestion conclu le 14 août 1998 entre l'Etat belge et Belgocontrol et approuvé par arrêté royal du 25 août 1998

Vu l'arrêté royal du 25 août 1998 portant approbation du contrat de gestion conclu le 14 août 1998 entre l'Etat belge et Belgocontrol;

Vu l'avis de la commission paritaire de Belgocontrol des 13 et 15 février 2001;

Vu l'approbation du Conseil d'Administration du 19 février 2001;

Il est convenu ce qui suit :

Entre

l'Etat belge, représenté par le Ministre dont relève l'entreprise publique autonome Belgocontrol, dénommé ci-après « l'Etat »;

et

l'entreprise publique autonome Belgocontrol, dont le siège est établi rue du Progrès 80, 1030 Bruxelles, représentée par son Comité de Direction, dénommée ci-après « Belgocontrol ».

Article 1^{er}. L'article 11 du contrat de gestion conclu le 14 août 1998 entre l'Etat et Belgocontrol est complété comme suit : « Dans le respect des principes de base et limites fixés dans le présent contrat de gestion, Belgocontrol conclura au plus tard avant la saison d'hiver 2001-2002 un service level agreement avec B.I.A.C., après avoir recueilli l'avis de BIASCC, ayant comme objet entre autres la capacité, la ponctualité, l'échange d'informations, l'infrastructure, les terrains et bâtiments et autres aspects cruciaux du service de Belgocontrol et de B.I.A.C. L'Administration de l'Aéronautique pourra être appelée par B.I.A.C. ou Belgocontrol à intervenir comme médiateur dans le cadre de la négociation de ce service level agreement. »

Art. 2. L'article 19 du même contrat de gestion est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. § 1^{er}. Belgocontrol perçoit pour chaque atterrissage et pour chaque décollage à Bruxelles-National une redevance dont le montant est égal au produit de la formule $U \times W \times E \times D$, dans laquelle :

- U est le tarif unitaire;

- W est le poids maximum autorisé au décollage de l'aéronef, exprimé en tonnes (toute fraction de tonne étant comptée comme une tonne entière), tel qu'indiqué dans le certificat de navigabilité, le manuel de vol ou tout autre document annexé au certificat de navigabilité;

- E est le facteur environnemental;

- D est le facteur de jour/de nuit.

Le tarif unitaire (U) est fixé à :

50 francs maximum à partir du 1^{er} avril 2001;

55,5 francs maximum à partir du 1^{er} avril 2002;

62 francs maximum à partir du 1^{er} avril 2003.

Le poids (W) s'élève à 25 tonnes minimum. Le poids (W) s'élève à 175 tonnes maximum.

Le facteur environnemental (E) est déterminé selon le tableau ci-dessous :

Catégorie - Categorie	facteur E - E factor
1	1.7
2	1.2
3	1.0
4	0.9

Les aéronefs sont classés en quatre catégories acoustiques par les soins de B.I.A.C., conformément aux dispositions du contrat de gestion conclu entre l'Etat et B.I.A.C.

Le facteur de jour/de nuit (D) est déterminé selon le tableau ci-dessous :

1	06:00 - 22:59
2	23:00 - 05:59

Bijlage

Eerste wijziging van het beheerscontract afgesloten op 14 augustus 1998 tussen de Belgische Staat en Belgocontrol en goedgekeurd bij koninklijk besluit van 25 augustus 1998

Gelet op het koninklijk besluit van 25 augustus 1998 houdende goedkeuring van het beheerscontract afgesloten op 14 augustus 1998 tussen de Belgische Staat en Belgocontrol;

Gelet op het advies van het paritair comité van Belgocontrol van 13 en 15 februari 2001;

Gelet op de goedkeuring van de Raad van Bestuur van 19 februari 2001;

Wordt het volgende overeengekomen :

Tussen

de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister onder wie het autonoom overheidsbedrijf Belgocontrol ressorteert, hierna « de Staat » genoemd;

en

het autonoom overheidsbedrijf Belgocontrol, met zetel Vooruitgangstraat 80, te 1030 Brussel, vertegenwoordigd door haar Directiecomité, hierna « Belgocontrol » genoemd.

Artikel 1. Artikel 11 van het beheerscontract afgesloten op 14 augustus 1998 tussen de Staat en Belgocontrol wordt aangevuld als volgt : « Met inachtneming van de grondregelen en de grenzen bepaald door dit beheerscontract zal Belgocontrol ten laatste voor de aanvang van het winterseizoen 2001-2002 een service level agreement afsluiten met B.I.A.C., na advies van het BIASCC, met als voorwerp onder andere de capaciteit, punctualiteit, informatie-uitwisseling, infrastructuur, terreinen en gebouwen en andere cruciale aspecten van dienstverlening van Belgocontrol en B.I.A.C. Het Bestuur van de Luchtvaart kan door B.I.A.C. of Belgocontrol geroepen worden op te treden als bemiddelaar in het kader van de onderhandeling van dit service level agreement. »

Art. 2. Artikel 19 van hetzelfde beheerscontract wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 19. § 1. Belgocontrol heft voor elke landing en elke opstijging te Brussel-Nationaal een vergoeding waarvan het product gelijk is aan het product van de formule $U \times W \times E \times D$ waarin :

- U het eenheidstarief is;

- W het hoogst toegelaten startgewicht van het luchtvaartuig is, uitgedrukt in ton (waarbij elke fractie van een ton voor een volledige ton wordt gerekend), zoals vermeld in het bewijs van luchtwaardigheid, de vlieghandleiding of elk ander bij het bewijs van luchtwaardigheid behorend bescheid;

- E de milieufactor is;

- D de dag/nachtfactor is.

Het eenheidstarief (U) bedraagt :

maximum 50 frank vanaf 1 april 2001;

maximum 55,5 frank vanaf 1 april 2002;

maximum 62 frank vanaf 1 april 2003.

Het gewicht (W) bedraagt minimum 25 ton. Het gewicht (W) bedraagt maximum 175 ton.

De milieufactor (E) wordt bepaald volgens de hierna weergegeven tabel :

De luchtvaartuigen worden ingedeeld in vier geluidscategorieën door toedoen van B.I.A.C., overeenkomstig de bepalingen van het beheerscontract tussen de Staat en B.I.A.C.

De dag/nachtfactor (D) wordt bepaald volgens de hierna weergegeven tabel :

L'heure prise en compte pour l'atterrissage est celle du moment où l'aéronef touche le sol. L'heure prise en compte pour le décollage est celle du moment où l'aéronef quitte le sol.

§ 2. En dérogation au paragraphe précédent le poids (W) minimum pour un hélicoptère est de 5 tonnes. La redevance pour chaque atterrissage et décollage d'un hélicoptère s'élève au minimum à 450 BEF. Ce paragraphe est uniquement d'application pour autant que l'hélicoptère n'utilise pas une trajectoire d'arrivée ou d'envol d'une piste, qu'il atterrisse ou décolle entre 06.00 et 22.59 et qu'il suit le « best practice » en matière de bruit proposé par les autorités aéroportuaires.

§ 3. Pour les aéronefs qui effectuent des vols imposés par le Ministre en vue de l'entraînement de l'équipage et pour les aéronefs qui effectuent des vols d'essai en vue de la délivrance, du renouvellement ou de la restitution du certificat de navigabilité, les redevances prévues aux §§ 1^{er} et 2 sont réduites de 80 pour-cent. Cette réduction n'est pas accordée du lundi au vendredi inclus, entre 8 heures et 11 heures et entre 17 heures et 20 heures (heure locale).

§ 4. Sont exonérés de redevance les aéronefs militaires belges ou les aéronefs militaires étrangers lorsque l'Etat dont relèvent ces aéronefs accorde un traitement similaire aux aéronefs militaires belges sur base d'une réciprocité dûment constatée.

§ 5. Sont exonérés de redevance les aéronefs :

1° utilisés pour le transport exclusif de Chefs d'Etat ou de membres de Gouvernements en fonction et leur suite;

2° à l'occasion de vols non commerciaux ayant un caractère humanitaire exceptionnel ou de propagande aéronautique sans but lucratif;

3° effectuant des vols à la demande du Ministre ou de son délégué;

4° pilotés par des agents de Belgocontrol ou de l'Administration de l'Aéronautique;

5° effectuant un retour forcé;

6° effectuant des vols de calibration ou de mesure pour le compte de Belgocontrol.

§ 6. Si le pourcentage d'inflation annuelle est de 2,5 % ou plus, le tarif unitaire maximum est adapté par la différence entre le pourcentage d'inflation fixé et le pourcentage d'inflation prévu de 1,5, dont il a été tenu compte lors de la fixation du tarif.

Les montants ainsi obtenus seront arrondis au franc supérieur ou inférieur.

Cette adaptation éventuelle sera effectuée le 1^{er} janvier 2002 et 2003.

§ 7. Si l'exécution des projets d'investissement, qui ont un impact sur la base des coûts du terminal, déroge de manière significative au planning, le tarif unitaire maximum peut être revu.

En cas de disparition d'un opérateur important à l'aéroport, le tarif unitaire maximum peut être revu.

§ 8. Belgocontrol publie ses redevances au *Moniteur belge* et dans l'A.I.P.

§ 9. Belgocontrol informe B.I.A.C. de la mise en œuvre de toute procédure visant à modifier son système de redevances.

Art. 3. Dans le même contrat de gestion un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré :

Article 22bis. Belgocontrol fera ses meilleurs efforts pour mettre en place au plus tard pour le 31 décembre 2003, un système de gestion budgétaire comparable à ce qui existe dans la plupart des grandes entreprises.

Cela implique notamment :

- une formation à caractère économique pour le personnel de cadre (chefs de départements et managers);

- l'augmentation de la fréquence des clôtures périodiques pour permettre un suivi systématique des variations par rapport au budget;

- la réalisation de budgets par centre de frais, ce qui implique une révision de la comptabilité analytique et des clés de répartition;

- l'établissement d'une procédure de liaison des propositions d'investissement avec le budget;

- une intensification de l'analyse économique des propositions d'investissement.

Un état d'avancement du processus d'implémentation de ce système sera communiqué chaque année au Ministre en même temps que le rapport annuel visé à l'article 23, § 5 de la loi du 21 mars 1991.

Au plus tard pour le 30 juin 2001, le Conseil d'administration présentera au Ministre une liste des indicateurs de performance clés (au moins dans les domaines financiers, techniques et opérationnels) ainsi qu'un planning pour son implémentation.

Het voor de landing in aanmerking te nemen uur is dat van het tijdstip waarop het luchtvaartuig de grond raakt. Het voor de opstijging in aanmerking te nemen te uur is dat van het tijdstip waarop het luchtvaartuig de grond verlaat.

§ 2. In afwijking van de vorige paragraaf wordt voor een hefschroefvliegtuig het gewicht (W) minimum 5 ton. De vergoeding voor elke landing en opstijging van een hefschroefvliegtuig bedraagt minimum 450 frank. Deze paragraaf is enkel van toepassing voor zover het hefschroefvliegtuig geen gebruik maakt van een aan- of uitvliegroute van een startbaan, tussen 06.00 en 22.59 uur landt of opstijgt en op gebied van geluid de « best practice » volgt voorgesteld door de luchthavenautoriteiten.

§ 3. Voor luchtvaartuigen die door de Minister opgelegde vluchten uitvoeren met het oog op de training van de bemanning en voor de luchtvaartuigen die proefvluchten uitvoeren met het oog op de uitreiking, de hernieuwing of de teruggave van het bewijs van luchtwaardigheid, worden de in §§ 1 en 2 bepaalde vergoedingen met 80 procent verminderd. Deze vermindering wordt niet toegekend van maandag tot en met vrijdag, tussen 8 uur en 11 uur en tussen 17 uur en 20 uur (lokale tijd).

§ 4. Belgische militaire luchtvaartuigen of buitenlandse militaire luchtvaartuigen worden van vergoeding vrijgesteld indien de Staat waaronder deze luchtvaartuigen ressorteren een gelijkaardige behandeling verleent aan Belgische militaire luchtvaartuigen op basis van behoorlijk vastgestelde wederkerigheid.

§ 5. Van vergoeding worden vrijgesteld de luchtvaartuigen :

1° aangewend voor het uitsluitend vervoer van Staatshoofden of Regeringsleden in functie, met hun gevolg;

2° ter gelegenheid van niet-commerciële vluchten met een uitzonderlijk humanitair karakter of met een luchtvaartpropagandisch karakter zonder winst oogmerk;

3° die vluchten uitvoeren op verzoek van de Minister of van zijn gemachtigde;

4° bestuurd door personeelsleden van Belgocontrol of van het Bestuur van de Luchtvaart;

5° die noodgedwongen terugkeren;

6° die vluchten uitvoeren met het doel jkingen of metingen te verrichten voor rekening van Belgocontrol.

§ 6. Indien het jaarlijks inflatiepercentage 2,5 % of meer is, wordt het maximum eenheidstarief aangepast met het verschil tussen het vastgestelde inflatiepercentage en het voorziene inflatiepercentage van 1,5 waarmee rekening gehouden werd bij de tariefzetting.

De aldus verkregen bedragen worden afgerond op de hogere of de lagere frank.

Deze eventuele aanpassing wordt uitgevoerd op 1 januari 2002 en 2003.

§ 7. Indien de uitvoering van de investeringsprojecten, die een effect hebben op de kostenbasis van de terminal, significant afwijkt van de planning kan het maximum eenheidstarief hiervoor herzien worden.

Indien een belangrijke operator op de luchthaven verdwijnt, kan het maximum eenheidstarief herzien worden.

§ 8. Belgocontrol maakt haar vergoedingen bekend in het *Belgisch Staatsblad* en in de A.I.P.

§ 9. Belgocontrol licht B.I.A.C. in over de toepassing van elke procedure tot wijziging van haar vergoedingsstelsel.

Art. 3. In hetzelfde beheerscontract wordt een artikel 22bis luidend als volgt ingevoegd :

Artikel 22bis. Belgocontrol zal al het mogelijke doen om op 31 december 2003 ten laatste een systeem voor budgettair beheer in te stellen dat vergelijkbaar is met wat bestaat in het merendeel van de grote bedrijven.

Dit houdt onder meer in :

- een opleiding van economische aard voor het kaderpersoneel (afdelingshoofden en managers);

- de verhoging van de frequentie van de periodieke afsluitingen om een systematische opvolging mogelijk te maken van de variaties ten opzichte van het budget;

- de uitvoering van de budgetten per kostencentrum wat een herziening van de analytische boekhouding en de verdeelsleutels tot gevolg heeft;

- het uitwerken van een verbindingsprocedure van de investeringsvoorstellen met het budget;

- een intensifiëring van de economische analyse van de investeringsvoorstellen.

Een vorderingsstaat van het implementeringsproces van dit systeem zal ieder jaar aan de Minister worden meegedeeld samen met het jaarverslag bedoeld in art. 23, § 5 van de wet van 21 maart 1991.

Uiterlijk 30 juni 2001, zal de Raad van Bestuur aan de Minister een lijst voorleggen met de indicatoren van de sleutelperformanties (tenminste voor de financiële, technische en operationele domeinen) alsook een planning voor hun implementatie.

Art. 4. La présente modification du même contrat de gestion est applicable à dater du 1^{er} avril 2001.

Fait à Bruxelles, le 21 février 2001, en deux exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

L'Etat belge
R. DAEMS,
Ministre des Télécommunications
et des Entreprises et Participations publiques
Belgocontrol
B. MARTENS,
Président du Conseil d'administration
J.-C. TINTIN,
Administrateur délégué

Art. 4. De huidige wijziging van hetzelfde beheerscontract is toepasselijk vanaf 1 april 2001.

Gedaan te Brussel op 21 februari 2001 in twee originele exemplaren en waarvan elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Belgische Staat
R. DAEMS,
Minister van Telecommunicatie
en Overheidsbedrijven en Participaties
Belgocontrol
B. MARTENS,
Voorzitter van de Raad van Bestuur
J.-C. TINTIN,
Afgevaardigd Bestuurder

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 2001 — 732

[C — 2001/22127]

4 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 4, § 3, 3°, remplacé par la loi du 17 décembre 1973, et §§ 3^{ter} et 3^{quater}, insérés par la loi du 13 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines pharmaceutiques ouvertes au public, notamment les articles 6, § 3, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 16 décembre 1981, 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 8 décembre 1999 et 20^{bis}, § 2, alinéa 1^{er}, inséré par l'arrêté royal du 8 décembre 1999;

Vu l'avis des organisations professionnelles pharmaceutiques les plus représentatives, donnés respectivement le 8 et le 9 novembre 2000 et le 1^{er} décembre 2000;

Vu l'avis de l'inspection des finances, donné le 9 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 janvier 2001;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que :

— les délais prévus par l'arrêté royal du 8 décembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1974 concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines ouvertes au public pour introduire une demande d'enregistrement et, éventuellement, de régularisation d'une officine ouverte au public sont expirés récemment;

— il ressort des données déjà analysées qu'un nombre non négligeable d'officines ouvertes au public soit n'a pas encore introduit de demande, soit a introduit une demande défectueuse d'enregistrement ou de régularisation;

— ceci a pour conséquence que les officines ouvertes au public pour lesquelles une telle demande n'a pas encore été introduite devraient, conformément à la réglementation en vigueur en matière d'officines régulièrement ouvertes au public, être fermées; l'approvisionnement en médicaments de la population serait ainsi sérieusement mis en péril;

— l'arrêté royal du 8 décembre 1999 avait pour but d'enregistrer de manière uniforme toutes les pharmacies ouvertes au public existantes et de prévoir, s'il apparaissait que les règles en vigueur concernant l'ouverture, le transfert et la fusion d'officines régulièrement ouvertes au public n'étaient pas satisfaites, la possibilité d'une régularisation;

— les délais prévus dans l'arrêté royal du 8 décembre 1999 n'étaient manifestement pas suffisants pour permettre à toutes les pharmacies existantes d'introduire une demande d'enregistrement ou de régularisation;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 2001 — 732

[C — 2001/22127]

4 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 4, § 3, 3°, vervangen bij de wet van 17 december 1973 en §§ 3^{ter} en 3^{quater}, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken, inzonderheid op de artikelen 6, § 3, eerste lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 december 1981, 20, § 1, eerste lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 december 1999 en 20^{bis}, § 2, eerste lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 december 1999;

Gelet op het advies van de meest representatieve beroepsorganisaties, gegeven op respectievelijk 8 en 9 november 2000 en op 1 december 2000;

Gelet op het advies van de inspectie van financiën, gegeven op 9 november 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 25 januari 2001;

Gelet op het verzoek om een spoedbehandeling gemotiveerd door het feit dat :

— de termijnen voorzien in het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 1974 betreffende de opening, de overbrenging en de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken voor het indienen van een aanvraag tot registratie en, eventueel, regularisatie van een voor het publiek opengestelde apotheek onlangs verstreken zijn;

— uit de reeds onderzochte gegevens blijkt dat een niet onbelangrijk aantal van de voor het publiek opengestelde apotheken hetzij nog geen aanvraag hetzij een gebrekkige aanvraag tot registratie of regularisatie heeft ingediend;

— dit voor gevolg heeft dat de voor het publiek opengestelde apotheken waarvoor dergelijke aanvraag nog niet werd ingediend overeenkomstig de geldende reglementering inzake rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheken zouden moeten gesloten worden; de bevoorrading van de bevolking in geneesmiddelen hierdoor ernstig in het gedrang zou komen;

— het koninklijk besluit van 8 december 1999 tot doel had op uniforme wijze alle bestaande voor het publiek opengestelde apotheken te registreren en indien bleek dat niet voldaan wordt aan de huidige regels inzake opening, overbrenging of fusie van rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheken te voorzien in de mogelijkheid van een regularisatie;

— de termijnen voorzien in het koninklijk besluit van 8 december 1999 klaarblijkelijk niet voldoende waren om alle bestaande apotheken toe te laten een aanvraag tot registratie of regularisatie in te dienen;